

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES



Couvrir la Palestine : L'avenir incertain du journalisme en zone dangereuse

Rapport de la mission de la FIJ à
Jérusalem et en Cisjordanie, novembre
2001

Aidan White et Olivier Da Lage

FIJ, Centre de Presse International, Résidence Palace,
155 Rue de la Loi, B1040 Bruxelles
Tél 0032 2 235 2200 Fax 0032 2 235 2219 <http://www.ifj.org>

INTRODUCTION

Ce rapport fait suite à une visite à Jérusalem et en Cisjordanie de la Fédération internationale des journalistes, qui fédère des organisations membres tant en Palestine qu'en Israël.

Au cours des deux dernières années, la crise qui frappe les journalistes pris dans le conflit a été au cœur des préoccupations de la FIJ.

Deux événements clés ont mis en évidence le rôle important que les médias jouent dans la guerre des mots et des images et qui ont sans nul doute contribué au récent raidissement des attitudes officielles envers le travail des journalistes. Le premier fut la mort, le 1^{er} octobre 2000, du jeune Mohammed al-Doura, âgé de 12 ans. Cet événement choquant et tragique a été filmé par un reporter d'images palestinien et diffusé par la suite dans le monde entier. Cette image a provoqué à travers le monde une vague de sympathie considérable pour la cause palestinienne. Quelques jours plus tard, le 12 octobre 2000, un autre événement a présenté un portrait complètement différent de la situation : le lynchage, dans la ville cisjordanienne de Ramallah, de deux soldats israéliens qui avaient trouvé refuge dans un commissariat de police palestinien.

Depuis lors, la situation des médias et des journalistes s'est sensiblement détériorée. En décembre 2000, le Comité Exécutif de la FIJ a adopté une résolution sur les attaques contre les journalistes et les violations de la liberté de la presse dans les Territoires palestiniens.

Une partie de la résolution, annexée au présent rapport (annexe 1), concerne l'envoi d'une mission d'enquête. Lors de la réunion du Comité Exécutif de la FIJ en octobre 2001, les termes de référence de cette mission ont été approuvés.

Dans le contexte de cette atmosphère difficile et de plus en plus tendue, les principaux objectifs de la mission consistaient à rechercher les moyens concrets d'aider les confrères, et en particulier :

- **Examiner** les conditions de travail des journalistes locaux et des correspondants étrangers, et émettre des recommandations pratiques en vue d'améliorer la sécurité, y compris par la mise en œuvre d'un projet de la FIJ pour établir un « Centre de sécurité et de formation » ;
- **Discuter** avec le Syndicat des Journalistes Palestiniens, membre de la FIJ, des mesures à prendre pour renforcer l'organisation et sa représentativité ;
- **Envisager**, avec la Fédération Nationale des Journalistes Israéliens, également membre de la FIJ, les mesures à prendre afin de promouvoir l'engagement de la Fédération dans des actions concrètes pour améliorer le niveau de la sécurité, le

professionnalisme et le dialogue entre les organisations de journalistes de la région ;

- **Enquêter** sur la façon d'établir un dialogue plus large impliquant les journalistes arabes et d'autres organisations au sein de la FIJ, tel que cela été évoqué dans les conclusions du rapport de la FIJ sur les médias et la guerre contre le terrorisme, publié le 23 octobre 2001¹.

Au départ, les membres de la mission étaient Olivier Da Lage (SNJ, France), Seamus Dooley (NUJ, Grande-Bretagne et Irlande), Hans Verploeg (NVJ, Pays-Bas) et Aidan White, le Secrétaire Général de la FIJ. Hans Verploeg s'est désisté en septembre 2001. Seamus Dooley a dû renoncer à sa participation pour des raisons de santé et la NUJ a nommé dans un premier temps Christy Loftus, puis Paul Hardy pour le remplacer. Malheureusement, aucun des deux n'a été en mesure de se joindre à la mission.

La mission s'est déroulée du 1^{er} au 4 novembre 2001 ; des rencontres ont eu lieu à Jérusalem, Bethléem, El Bireh et Ramallah Les membres de la mission ont rencontré des dirigeants syndicaux palestiniens et israéliens, des journalistes en activité des deux côtés du conflit, ainsi que des correspondants étrangers, des experts des médias et des diplomates. Il n'a pas été possible de visiter Gaza pour des raisons de sécurité. Des rencontres ont également eu lieu avec deux anciens dirigeants des journalistes palestiniens, dont l'un est à présent un haut représentant de l'Autorité Nationale Palestinienne et l'autre à la tête de la Compagnie Palestinienne de Radio-télévision. (La liste des personnes interviewées est annexée, annexe 2).

CONSTATS DE LA MISSION

Alors que pour l'ensemble du monde, les conséquences des événements du 11 septembre demeurent encore incertaines, il est clair qu'en Israël et dans les territoires palestiniens, ces événements ont accéléré le retour aux jours sombres de la confrontation, de la violence urbaine et aux formes de terreur politique et d'État qui ont paralysé le processus de paix. Des milliers de personnes font aujourd'hui la douloureuse expérience de l'administration militaire qui menace, par sa brutalité, la notion fondamentale de la co-existence palestinienne avec Israël. Dans cette pénible tragédie, les journalistes palestiniens sont en première ligne.

Nous avons été témoins de l'engrenage qui menace de submerger tout progrès vers l'indépendance professionnelle et le respect de la liberté de presse. Alors que le processus de paix est en cours de délitement, toutes les parties, palestinienne et israélienne, considèrent la manipulation du message médiatique comme une nécessité stratégique.

Les preuves abondantes de tentatives de contrôle des médias témoignent d'une crise profonde pour la liberté de la presse.

¹ Rapport disponible sur www.freemedia.at

Nous avons notamment constaté :

- **Ingérence politique** dans les médias, telle que la confiscation du matériel d'information ;
- **Nombreux incidents** de harcèlement et de violences à l'encontre des journalistes ;
- **Fermetures arbitraires** d'organes d'information et de petits médias indépendants ;
- **Nouvelle réglementation** discriminatoire pénalisant l'emploi de personnel palestinien dans les médias et affaiblissant le statut professionnel des journalistes palestiniens.

Cette crise est sans précédent et requiert l'attention internationale. Une action urgente s'impose afin de protéger les journalistes et les employés des médias, pour réaffirmer les principes de liberté de presse et des droits de l'homme et pour promouvoir un dialogue substantiel entre les professionnels des médias d'Occident, d'Israël et du monde arabe.

SUJETS DE PREOCCUPATION

1. Pression des autorités sur les journalistes et les médias

Suite au déclenchement de la deuxième Intifada en 2000, les problèmes rencontrés par les médias et les journalistes ont considérablement augmenté. Un rapport de l'Institut International de la Presse, l'une des nombreuses organisations de liberté de la presse qui couvrent la région, a affirmé que plus de 100 violations de la liberté de la presse ont été constatées à la date du 24 juillet 2001².

Parmi ces violations, 43 concernaient des meurtres de journalistes et 87 % des incidents étaient imputés aux autorités israéliennes, y compris l'armée, les 13 % restants étant l'œuvre des Palestiniens.

Au cours de l'année 2001, trois journalistes palestiniens ont été tués. Hisham Mekki, le directeur de la Compagnie Palestinienne de Radio-télévision, tué par balles dans la bande de Gaza le 17 janvier par trois hommes masqués. Un groupe palestinien, la Brigade des Martyrs d'al Aqsa, a revendiqué l'attaque en prétendant qu'il était un responsable corrompu. Deux journalistes, Mohammad Al Bishawi, 27 ans, photographe travaillant pour un journal local, et Othman Abdel Qader Al Qatanani, 24 ans, photographe pour la *Kuna News Agency*, sont morts durant une attaque militaire israélienne le 31 juillet. L'immeuble comptait sept étages et abritait un bureau du Hamas, ainsi qu'un centre de recherche pour les médias au deuxième étage.

Les événements du 11 septembre aux États-Unis, l'action militaire qui a suivi en Afghanistan, la réoccupation par les forces israéliennes de six villes palestiniennes de « zone A » – théoriquement placée sous contrôle palestinien selon les accords de paix –

² Publié le 31 mai 2001. PJS PO Box 219 Ramallah.

puis l'assassinat du ministre israélien Rehavam Zeevi, le 17 octobre, ont renforcé la pression sur les médias. Les journalistes palestiniens et les correspondants étrangers ont signalé de nombreux cas de harcèlement et d'intimidation routiniers, ce qui rend quasiment impossible toute couverture objective des événements en cours dans ce conflit tragique.

La plupart de ces incidents et des attaques précédentes à l'encontre des médias ont été abondamment recensés par les groupes de défense des droits de l'Homme et de la liberté de la presse. Nous nous sommes fondés sur des informations fournies par le Comité de Protection des Journalistes, à New-York, Article 19, le Centre International contre la Censure, et Reporters sans Frontières, qui, à l'instar de la FIJ, reçoivent des informations directement de journalistes et de groupes de défense des droits de l'Homme.

De leur côté, les autorités israéliennes critiquent nombre de ces conclusions, rétorquant que seulement neuf des nombreux incidents signalés peuvent être attribués à leurs forces et méritent une enquête et parmi eux, un seul, selon le Bureau de presse gouvernemental, a été reconnu comme relevant directement de leur responsabilité.

Il a toujours été affirmé, en particulier par les autorités civiles et militaires israéliennes, que les actions qui limitent la circulation des journalistes ou qui interfèrent avec leur travail sont prises uniquement pour des raisons de sécurité.

Ces raisons sont compréhensibles, mais les conditions de travail des journalistes, et en particulier des journalistes palestiniens, se sont détériorées pour atteindre un niveau intolérable, ce qui suscite de sérieux doutes vis-à-vis de l'argument selon lequel la sécurité est la seule cause des actes arbitraires de discrimination et de violence à l'encontre des professionnels des médias.

Parallèlement, des deux côtés, il est évident que les autorités agissent pour réduire l'impact de leur mauvaise image ou manipulent les médias en fonction de leurs propres intérêts.

Les journalistes palestiniens sont persuadés que les premiers responsables de leurs problèmes sont l'armée et les autorités israéliennes. Le syndicat a également produit un rapport sur la violation par Israël des droits des journalistes.

Cependant, certains journalistes mettent également en cause les actions et les décisions des responsables palestiniens vis-à-vis des médias qui ajoutent à leurs difficultés. La brève fermeture du bureau de la télévision *Al-Jazira* par les autorités palestiniennes de Cisjordanie en mars 2001, et la faillite de la télévision privée de Bethléem *Al-Roa*, sont deux exemples d'actions qui inquiètent les journalistes.

Cette inquiétude des journalistes locaux se reflète aussi dans la déclaration du Syndicat des Journalistes Palestiniens exprimant leur protestation contre les attaques de journalistes étrangers par des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ^{1[2]}.

La réoccupation des territoires palestiniens par les troupes israéliennes, territoires censés être placés sous le seul contrôle palestinien selon les accords de paix, a sans aucun doute affaibli la crédibilité d'une Autorité palestinienne déjà mal en point.

Dans le même temps, l'Autorité palestinienne, cherchant à tout prix à préserver son rôle dirigeant aux yeux de la communauté internationale, a succombé à des tentations politiques à la fois prévisibles habituelles pour empêcher les journalistes de recueillir toute information pouvant présenter une image négative au travers de reportages diffusés par les médias internationaux.

Les difficultés auxquels sont confrontés les journalistes palestiniens dans leurs propres régions sont aggravées du fait de l'absence de règles claires et de réglementation concernant les médias. On compte plus de 40 petites télévisions communautaires locales indépendantes et environ 15 stations de radios. Elles présentent un utile antidote local aux programmes radio-télévisés officiels, bien que leur programmation soit constituée bien souvent par de la musique et du divertissement et non par des nouvelles et magazines d'information. La plupart des Palestiniens, environ 70 %, préfèrent regarder la télévision *Al-Jazira* plutôt que la télévision officielle palestinienne. La radio est une importante source d'informations et de nouvelles locales.

Toutefois, la plupart de ces stations opèrent dans le cadre d'une réglementation provisoire et la loi sur les médias n'a toujours pas été adoptée par le Conseil Législatif. Une partie du projet de loi comprend une reconnaissance des droits des journalistes et des professionnels des médias en veillant à ce que, dans l'éventualité d'une détention pour interrogatoire, cela se fasse sous l'autorité du Procureur général et non par du chef de la police.

Tant que ce droit limité n'est pas reconnu, les journalistes continuent d'être à la merci des agents des forces de sécurité.

2. La négation du statut des journalistes palestiniens

Des années durant, les journalistes palestiniens se sont efforcés d'obtenir la reconnaissance professionnelle. Beaucoup d'entre eux ont reçu la carte de presse internationale de la FIJ et ont obtenu l'accréditation de presse auprès de l'Autorité palestinienne. Cependant, la seule carte reconnue en pratique par les autorités israéliennes est celle qui est émise par le Bureau de presse du gouvernement (GPO) à Beit Agron.

Pour un grand nombre de Palestiniens, cette carte n'a jamais été disponible, soit parce qu'ils n'avaient pas, aux yeux du GPO, d'employeurs clairement identifiables et acceptables, soit qu'ils aient été dans l'incapacité de se rendre à Jérusalem où sont installés les bureaux du GPO. Toutefois, un nombre significatif d'entre eux a bénéficié de cette accréditation officielle au cours des huit dernières années. Cependant, cette politique vient de changer.

Le GPO a fait savoir qu'aucune nouvelle carte ne serait émise en faveur des journalistes palestiniens travaillant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Dans une interview téléphonique, Daniel Seaman, directeur du GPO, a spécifié que la décision était une décision formelle du gouvernement et était une « affaire intérieure ». Les représentants des médias palestiniens ne recevront pas la carte, même pour couvrir Israël. « Ces organisations n'ont rien à voir avec le journalisme, dit-il, elles se consacrent à la propagande et à l'incitation à la violence et aux meurtres d'Israéliens.

Pour les journalistes palestiniens, il s'agit là d'un nouvel acte discriminatoire : « Nous ne sommes plus considérés comme des journalistes mais comme des Palestiniens, et donc, comme un risque pour la sécurité », nous a dit un journaliste à Bethléem au cours de la mission.

La perte de la carte du GPO est un sérieux revers pour de nombreux journalistes palestiniens. Ils se verront refuser l'accès aux territoires où se produisent des événements importants et ils seront dans l'incapacité de travailler dans des territoires soumis à la juridiction israélienne. Cela pourrait également les priver de la protection minimale que cette carte représentait, jusqu'à récemment, face à des actes arbitraires de violence dans leurs rapports avec les soldats israéliens.

Cette décision menace également le travail de la presse étrangère dans la région. Des correspondants étrangers indiquent que cette mesure prise par Israël les empêchera de recourir à du personnel palestinien, tel que des équipes de tournage et des reporters photographes freelance qui vivent généralement dans les territoires palestiniens autour de Jérusalem. Ces confrères représentent souvent un soutien précieux en terme d'expérience et de connaissance du terrain, qui se révèle indispensable pour la sécurité et l'efficacité du travail des médias dans les territoires palestiniens.

Cette nouvelle politique, qui doit entrer en vigueur à la fin de l'année, s'est déjà traduite par de nombreux cas de confiscation immédiate de cartes de presse détenues par des Palestiniens par les soldats aux barrages ou aux points de contrôle.

L'impact sur les journalistes palestiniens sera également conséquent car les freelances se verront dans l'incapacité de travailler pour les médias étrangers. La plupart des journalistes palestiniens sont très mal payés et travaillent dans des conditions épouvantables. Pour nombre d'entre eux, cela représentera un nouveau coup, dévastateur, qui affectera à leur capacité à gagner leur vie. Les conditions de travail d'un grand nombre de journalistes, travaillant en Cisjordanie ou dans la Bande de Gaza, sont intolérables dues à de larges restrictions à la liberté de mouvement, imposées par l'Occupation israélienne.

Les conséquences sur la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien sont aussi désastreuses. Inévitablement, lorsque les journalistes, pour relater les événements, se voient contraints de dépendre pour leur information du téléphone ou de témoignages

indirects, la qualité du reportage en souffrira et sa crédibilité sera sérieusement compromise.

En outre, les médias palestiniens luttant pour l'indépendance et leur professionnalisme seront plus que jamais contraints de s'appuyer sur les sources d'information officielles palestiniennes souvent peu fiables.

3. Le Syndicat palestinien des journalistes et les préoccupations liées à la sécurité

Le Syndicat palestinien continue de fonctionner bien que ses possibilités soient de plus en plus limitées dans le contexte de la crise actuelle. Le Syndicat continue de recruter des membres et une discussion s'est ouverte à propos de l'extension de son champ d'activité afin de prendre en compte les nombreux journalistes travaillant dans le secteur privé de l'audiovisuel. Beaucoup reste à faire pour restaurer en faveur du syndicat la pleine confiance des journalistes palestiniens, dont beaucoup voient leur professionnalisme remis en question par les nombreux intérêts politiques en action dans la région.

Le Syndicat vise à renforcer ses activités syndicales et espère étendre son travail dans le cadre d'un projet ambitieux visant à établir un Centre palestinien des médias à Ramallah. La FIJ doit s'efforcer, dans toute la mesure de ses capacités, de faciliter le processus de changement.

La première priorité est une action urgente nécessaire afin d'augmenter la capacité du Syndicat à fournir aide et assistance aux journalistes courant des risques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La question de la sécurité figure également en tête des préoccupations des correspondants étrangers et de la plupart des organisations de défense des droits de l'homme. Tous les journalistes palestiniens sur le terrain devraient, à l'instar de la plupart de leurs collègues travaillant dans les médias internationaux, avoir accès à des gilets pare-balles, des casques et bénéficier d'une formation à la prise de conscience du risque. Ce travail peut être facilité rapidement en impliquant les organisations de défense des droits de l'homme idoines, le Syndicat et les correspondants étrangers et les propositions de la FIJ appelant à des actions sans délais seront bien accueillies de tous côtés. La FIJ doit également examiner dans quelle mesure elle pourrait allouer un montant forfaitaire du Fonds international pour la Sécurité pour dispenser une certaine aide humanitaire aux journalistes victimes de la violence et à leurs familles.

4. Le rôle des journalistes israéliens

Tout comme leurs collègues palestiniens, les journalistes israéliens subissent une pression considérable les poussant à se conformer aux orientations militaires et politiques décidées par les autorités et pour la plupart soutenues par l'opinion en raison des angoisses sécuritaires largement répandues dans le contexte de la crise actuelle.

Depuis le début de la nouvelle Intifada, il n'y a eu aucune attitude claire de soutien des journalistes israéliens envers leurs collègues palestiniens, en contraste total avec les actions de soutien de l'Association de la presse étrangère et le rôle positif que les journalistes israéliens avaient tenu les années précédentes.

Il est indéniable que les difficultés internes de la Fédération nationale des journalistes israéliens ont contribué à son manque d'engagement vis-à-vis de la FIJ et de ses actions dans la région. La FIJ doit maintenant chercher prioritairement à encourager le plus large soutien possible de la part de nos confrères israéliens au développement de la solidarité professionnelle et à des actions concrètes pour améliorer la situation de tous les journalistes travaillant dans la région.

En outre, les journalistes syndiqués en Israël travaillent dans le cadre de relations sociales parmi les plus dures, dans la mesure où grande est l'hostilité des employeurs à l'encontre des organisations syndicales. L'introduction de contrats individuels et un mode de gestion musclé – constaté voici deux ans lors de la confrontation avec les journalistes travaillant pour le *Jerusalem Post* – a sans nul doute contribué à affaiblir le syndicat des journalistes israéliens.

Même s'il n'y a pas de preuve de contacts formels entre les organisations israéliennes et palestiniennes de journalistes, une collaboration informelle et utile a bel et bien été développée soit par des journalistes à titre individuel avec des sources et des contacts palestiniens, soit par des organisations non-gouvernementales qui ont encouragé le dialogue et la coopération. Bien que cela soit positif et utile, ces initiatives ne sauraient se substituer à une coopération et une solidarité institutionnelles.

5. Établir des liens entre les médias et des structures de dialogue

Les correspondants israéliens manquent cruellement de témoignages de première main sur le conflit israélo-palestinien. Le cas d'Amira Hass, correspondante du *Haaretz* à Ramallah, seule journaliste de la presse israélienne à s'être établie dans les territoires palestiniens, est à ce jour unique. Même si l'on prend en considération les raisons de sécurité et les règlements officiels qui insistent sur le fait que les citoyens israéliens, journalistes inclus, doivent être escortés lorsqu'ils visitent les territoires palestiniens, la connaissance personnelle par les journalistes israéliens des conditions dans lesquelles le peuple et les journalistes palestiniens vivent actuellement fait cruellement défaut.

La conséquence en est que les principales sources d'informations dont dépendent les médias israéliens sont des sources militaires et gouvernementales israéliennes, la presse internationale et, parfois, des contacts occasionnels avec les médias palestiniens.

Ces dernières années, les journalistes israéliens et palestiniens ont entretenu des contacts professionnels, malgré les divergences politiques et nationales entre leurs dirigeants, leurs organisations et eux-mêmes en tant qu'individus.

Une conséquence dommageable du récent regain de tension dans la région a été la suspension de ces contacts professionnels, même limités. Il faut noter également qu'un certain nombre de projets spécifiques soutenus par la communauté internationale et visant à promouvoir la coopération entre les médias israéliens et palestiniens ont été interrompus.

C'est par exemple le cas du *Forum israélo-palestinien des médias* (IPMF), lancé voici trois ans avec le soutien financier de l'UNESCO, qui a été l'une des premières victimes de la nouvelle Intifada qui a commencé en octobre 2000. Ce projet modeste, qui jouissait du soutien de personnalités en vue des médias palestiniens et israéliens, avait déjà entamé un travail exceptionnel en offrant un cadre permettant les échanges professionnels et en établissant une structure de dialogue. Le projet est aujourd'hui gelé. Son bureau situé à Jérusalem-Est reste inoccupé mais est prêt à reprendre ses activités dès que les conditions le permettront.

Un certain nombre de projets liés aux médias, soutenus financièrement par l'Union européenne et par différents consulats généraux étrangers travaillant à partir de Jérusalem-Est, connaissent le même type de suspension.

RECOMMANDATIONS

Des actions urgentes doivent être menées par la communauté internationale des journalistes pour diminuer l'ampleur de la crise à laquelle les journalistes de la région sont confrontés. La FIJ, en coopération avec d'autres agences non-gouvernementales et intergouvernementales, devrait mettre ce qui suit à exécution le plus rapidement possible :

1. **Établir un Bureau pour la sécurité** fournissant aux journalistes palestiniens du matériel et des possibilités de formation afin de diminuer les dangers auxquels le personnel des médias travaillant dans la région est confronté.
2. **Fournir de l'aide humanitaire** aux journalistes et au personnel des médias victimes de la violence en leur attribuant des ressources spécifiques en provenance du Fonds international pour la sécurité des journalistes.
3. **Protester vigoureusement** et mener campagne contre les tentatives de négation du statut professionnel des journalistes palestiniens et contre le retrait de la carte du GPO.

Parallèlement, la FIJ doit insuffler une vigueur renouvelée au travail qu'elle accomplit en faveur de ses membres, tant en Israël qu'en Palestine. Les conditions auxquelles les journalistes palestiniens sont confrontés sont particulièrement difficiles et exigent une attention renforcée. La nature du journalisme dans la région a au-delà de la dimension politique de ses débuts. Aujourd'hui, les freelances et le personnel des médias du secteur privé représentent une part importante de la communauté palestinienne des journalistes et

il faut faire davantage pour prendre pleinement leurs intérêts en compte. Par conséquent, la FIJ devrait :

4. **Renforcer les efforts** consentis par le Syndicat palestinien des journalistes pour améliorer son niveau de représentation et son action syndicale effective pour la défense des droits sociaux des journalistes dans les territoires palestiniens.
5. **Soutenir des séminaires et des activités** visant à encourager la solidarité professionnelle. Ce travail devrait être centré sur l'amélioration des conditions sociales et sur l'augmentation du nombre de membres du Syndicat par le biais, si cela s'avère nécessaire, d'une révision des statuts du Syndicat.
6. **Prendre note du projet** du Syndicat de créer un centre de journalisme à Ramallah, ouvert aux journalistes locaux et internationaux, et faire ce qui est en son pouvoir pour soutenir cette initiative.
7. **Essayer le plus rapidement possible d'obtenir que la Fédération nationale des journalistes israéliens (NFIJ)** s'engage à défendre, dans la région, les journalistes victimes de violence ou de violation de la liberté de la presse, quelle que soit leur nationalité.
8. **Débattre avec la NFIJ** des moyens de renforcer le syndicalisme et le statut professionnel des journalistes en Israël et du besoin d'une solidarité professionnelle avec leurs collègues palestiniens, malgré les opinions exacerbées et les divergences qui peuvent exister dans les circonstances politiques actuelles, qui sont à la fois légitimes et parfaitement compréhensibles.

À plus long terme, la FIJ devrait contribuer aux efforts pour améliorer la compréhension entre les journalistes du monde arabe et leurs confrères ailleurs dans le monde. La mission a noté un intérêt marqué pour l'initiative du Comité exécutif de la FIJ et un large soutien à sa mise en œuvre rapide.

À partir des constatations et des recommandations de cette mission, la FIJ devrait immédiatement :

9. **Entamer un dialogue** avec les autorités politiques compétentes tant en Israël qu'en Palestine et, au sein de la communauté internationale, s'assurer que les problèmes évoqués dans ce rapport soient traités le plus rapidement et le plus efficacement possible.
10. **Suivre avec attention** la crise en cours et continuer à transmettre aux syndicats membres toute information sur les violations des droits des journalistes.
11. **Exiger que les autorités israéliennes enquêtent** sur les nombreux cas d'intimidation, de harcèlement et de violence perpétrés à l'encontre de journalistes ces derniers mois. Les autorités civiles et militaires israéliennes

devraient, le cas échéant, prendre des sanctions contre les personnes coupables de violation des droits de la presse et des médias ou les poursuivre pénalement.

12. **Exiger que les autorités palestiniennes agissent** pour protéger les droits des journalistes, pour lever les restrictions touchant les entreprises de médias et pour prendre des sanctions à l'encontre des fonctionnaires qui gênent le travail des médias ou de journalistes à titre individuel. Plus particulièrement, il faudrait que cessent les saisies et les confiscations d'enregistrements, qui représentent une menace pour la liberté de la presse.

Bruxelles, le 10 novembre 2001

Annexe 1

DECLARATION DE LA FIJ SUR LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Le Comité exécutif de la FIJ, réuni à Sydney les 8 et 9 décembre 2000, déplore le récent déchaînement de violence au Proche-Orient, qui a conduit à de nombreuses violations des droits de l'homme, à des tueries aveugles et à des actes de brutalité à l'encontre de journalistes et de travailleurs des médias.

La FIJ condamne toutes les formes de pression sur les journalistes, dans la mesure où elles les empêchent de travailler et mettent gravement en danger la sécurité du personnel.

En outre, la FIJ condamne le fait que des militaires israéliens s'en prennent aux médias palestiniens et note que ces agressions sont inspirées par l'exemple du bombardement de la télévision serbe par l'OTAN en avril 1999, qui lui-même constituait une violation du droit international.

La FIJ ne peut tolérer que des accusations de propagande à l'encontre de l'une ou l'autre des parties puissent justifier que des militaires agressent des membres des organes de presse ou du personnel des médias.

La FIJ refuse d'admettre les tentatives d'intimidation et de manipulation des médias de la part de l'une ou l'autre partie au conflit, qui sont autant d'attaques injustifiées contre la liberté de la presse.

La FIJ exprime son entière solidarité à l'égard des adhérents de ses organisations affiliées et d'autres travailleurs de la presse qui ont été chaque jour victimes de violences et de discriminations de la part des autorités.

Le Comité exécutif de la FIJ a accepté :

1. le lancement d'un appel international à la solidarité en vue d'apporter une aide d'urgence aux journalistes et au personnel de la presse victimes de violences ainsi qu'à leurs familles, et de mettre le Fonds de sécurité à leur disposition ;
2. d'appuyer les appels à des actions internationales en insistant sur la nécessité pour chacune des parties de respecter les conventions de Genève et les protocoles qui interdisent de s'en prendre aux médias et aux journalistes ;
3. d'exiger que les groupes de presse et toutes les parties belligérantes respectent le code de pratique de la FIJ pour la sécurité des journalistes ;
4. d'envoyer d'urgence une mission dans la région en concertation avec les organisations affiliées israéliennes et palestiniennes, en vue d'exprimer notre

solidarité envers le personnel des médias et de rechercher éventuellement d'autres moyens de protéger les journalistes.

Annexe 2

Les membres de la mission ont rencontré un grand nombre de journalistes et d'experts de médias. Les divers interviews ont concerné les personnes suivantes :

Dr Shaul Zadka, Co-Director, Israeli Palestinian Media Forum
Eleanor Hammarskjöld, Deputy Consul, Representation of Sweden
Eva-Lotte Gustapson, Media Project Co-ordinator, Representation of Sweden
Raid Othman, General Director, Bethlehem Television
Orla Guerin, Middle East Correspondent, BBC
Walid Al Omary, Senior Correspondent Al Jazeera
Alia Arasoughly, Supervising Consultant, Global Dialogue and Democracy (MIFTAH)
Rami Bathish, Information Director, MIFTAH
Elias Zananiri, Correspondent, Gulf Today and RFI, Foreign Press Association
Na'im Toubassi, President, Palestinian Journalists Syndicate
Hafez Barghouti, Editor in Chief, Al-Hayat Al-Jadidah
Tariq Kayyal, Vice-President, Majd Television, Hebron
Dan Perry, Chief of Bureau AP and Chair Foreign Press Association
Jean Breteche, Representative, European Union West Bank and Gaza Strip
Said Ayyad, Board Member, Palestinian Journalists Syndicate
Marius Shattner, Correspondent, Agence France Presse
Amnon Kapeliuk, National Federation of Israel Journalists
Radwan Abu Ayyash, Director, Palestine Broadcasting Corporation
Abdul Ahmed Rahman, Information Director Palestinian Authority